Les dossiers d'*Économie et Politique* :

Pour une autre Europe



Dossier réalisé par Frédéric Boccara, Yves Dimicoli, Denis Durand
Avec la participation de Paul Boccara, Jean-Marc Durand, Catherine Mills

La construction actuelle de l'Union européenne débouche sur un magistral fiasco. C'est qu'elle n'a pas été conçue pour répondre aux besoins solidaires de développement des peuples européens, mais pour tenter d'attirer massivement les capitaux financiers mondiaux par la promotion d'un grand marché financier européen très attractif, et pour développer la concurrence entre les travailleurs et entre les peuples pour la rentabilité financière.

Cette Union européenne doit être réorientée et refondée. Pour cela, on ne peut pas se contenter de prétendre la « *compléter* » par une soi-disant « *Europe sociale* ». Il faut en réalité tout en changeant profondément les buts sociaux de cette Europe, s'attaquer aux moyens financiers et établir des pouvoirs démocratiques nouveaux. Telle est l'idée qui traverse ce dossier pas de nouveau social sans de nouveaux moyens financiers et démocratiques ! Et ces trois éléments – objectifs sociaux, moyens, pouvoirs – s'épaulent et se renforcent. Car nous prétendons porter une véritable cohérence de progrès social qui fait gravement défaut dans le débat public. Face à l'austérité, transformer l'euro et l'UE pour le progrès social et avec de nouveaux droits au lieu de déserter le combat pour un autre euro et une autre utilisation de la Banque centrale européenne.

Le paradoxe, c'est qu'alors que cette position est isolée dans le débat médiatique, elle est portée à gauche, dans le mouvement social ou intellectuel. Non seulement en France, où le Front de gauche et le PCF ont rendu populaire la mise en cause précise et argumentée de la BCE. Mais aussi dans de multiples pays d'Europe avec le Parti de la gauche européenne (le PGE), qui compte notamment Syriza en Grèce, Izquierda Unida en Espagne, Die Linke en Allemagne. Et notre proposition de Fonds européen pour le développement social et écologique solidaire financé par la BCE pour les services publics, converge avec les propositions exprimées très récemment par la confédération européenne des syndicats, le DGB allemand ou bien la CGT française, ou encore l'Alter-Summit européen.

La campagne pour les élections européennes doit être, pour le Parti communiste et le Front de gauche, le Parti de la gauche européenne, les partis communistes et progressistes de l'Union européenne, l'occasion d'organiser une confrontation d'idées qui soit à la hauteur des enjeux et qui permette de poursuivre la lutte au-delà.

Dans le prolongement de l'expérience exceptionnelle de mobilisation citoyenne de 2005 contre le traité constitutionnel et pour une « *autre Europe* », elle doit se traduire par une impulsion au débat de fond et à l'action.